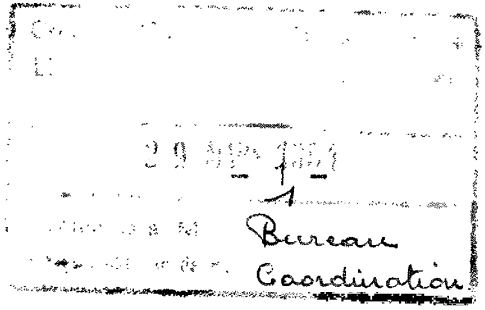
GK.



L. 4059/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 5 janvier 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement des officiers d'active par la voie du cadre", a donné le 24 février 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 5e Januari 1954 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werving van officieren van het actief kader langs het kader om", heeft de 24e Februari 1954 het volgend advies gegeven :

I.

L'arrêté royal du 17 novembre 1952, déterminant pour les cadres actifs et de complément de la force terrestre le nombre d'officiers de chaque grade et leur répartition entre les armes et services, fixe, dans le tableau qui lui est annexé, les divers services de la force terrestre. On n'y retrouve pas l'appellation de "service administratif", mais bien celle de "service financier" qui comprend des officiers administrateurs militaires et des officiers d'administration. L'alinéa 1er du rapport au Roi contient, dès lors, une erreur de terminologie.

II.

L'article 8 du projet dispose en son dernier alinéa que "les candidats qui s'inscrivent à l'épreuve littéraire et scientifuque de la gendarmerie nationale peuvent également s'inscrire, en outre, pour l'une des trois forces".

Cette disposition ne pourra recevoir application qu'à partir du moment où l'organisation de l'épreuve littéraire et scientifique sera identique en ce qui concerne, d'une part, les candidats officiers des forces armées et, d'autre part, les candidats officiers de la gendarmerie.

L'arrêté royal du 6 octobre 1951, relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant de gendarmerie et à l'organisation de l'école d'application de gendarmerie, prévoit en ses articles 4 et 5 des dispositions qui ne concordent pas avec celles du projet.

.../...

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de maintenir l'alinéa dernier de l'article 8, il y aurait lieu de mettre l'arrêté royal du 6 octobre 1951 en concordance avec le projet.

III.

L'article 48 du projet dispose que "les épreuves et formalités accomplies avant la mise en vigueur du présent arrêté pour l'accession aux grades d'aspirant de marine, d'aspirant technicien et de sous-lieutenant des services de la force navale, sont valables".

Cette disposition est reprise de l'article 52 de l'arrêté royal du 16 septembre 1952 et a pour objet, suivant les explications qui ont été données au Conseil d'Etat, de maintenir la validité des épreuves et formalités accomplies avant la mise en vigueur de cet arrêté royal, malgré l'article 53 du projet qui l'abroge.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 48 du projet peut être omis, car l'abrogation de l'arrêté royal du 16 septembre 1952 n'aura nullement comme résultat de supprimer rétroactivement l'application qui a été faite de son article 52.

IV.

L'article 49 du projet dispose que "les candidats de la force terrestre et de la force aérienne

.../...

qui, suivant les dispositions de l'arrêté du Régent du 17 septembre 1948, sont ou peuvent être dispensés de tout ou partie de l'épreuve littéraire et scientifique, pourront bénéficier pour la dernière fois de ces dispositions au cours de la session 1954, pour autant qu'ils acceptent une cote forfaitaire de 10 sur 20 dans les branches dont ils sont dispensés".

Cette disposition ne s'applique pas aux candidats de la force navale, alors que l'article 5 de l'arrêté royal du 16 septembre 1952 prévoit qu'ils peuvent bénéficier des mêmes dispenses sous la réserve que le nombre des candidats inscrits à l'épreuve soit inférieur ou égal au nombre des candidats à admettre.

Tel qu'il est rédigé, le projet aura comme résultat de créer une certaine inégalité entre, d'une part, les candidats de la force terrestre et de la force aérienne et, d'autre part, les candidats de la force navale dans l'hypothèse où, en 1954, le nombre des candidats de la force navale inscrits à l'épreuve est inférieur ou égal au nombre des candidats à admettre.

Cette différence de régime peut également entraîner certaines difficultés pour l'application, durant l'année 1954, de l'article 8 du projet qui prévoit que les candidats peuvent s'inscrire pour une ou plusieurs forces.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 49 doit être modifié en conséquence.

.../...

V.

Le but poursuivi par le Ministre de la Défense nationale, en organisant le régime transitoire prévu par l'article 49 du projet, est de maintenir durant une session la dispense que les candidats se préparant depuis un certain temps à l'épreuve pouvaient normalement escompter en vertu de l'arrêté du Régent du 17 septembre 1948.

Le Conseil d'Etat estime qu'en accordant la dispense aux seuls candidats qui accepteraient une cote forfaitaire de 10 sur 20 dans les branches dont ils sont dispensés, le projet ne répond pas parfaitement aux intentions du Gouvernement : la cote de 10 sur 20 peut, en effet, entraîner pour le candidat un classement qui ne reflétera pas exactement ses mérites personnels et qui risque de compromettre le succès de ses épreuves.

En prévoyant l'application de cette disposition pour la seule session de 1954, le projet ne tient pas non plus compte des candidats qui préparent pour cette année l'épreuve littéraire et qui comptent préparer, pour l'année 1955, l'épreuve scientifique comme les y autorisait l'arrêté du Régent du 17 septembre 1948.

Le Conseil d'Etat est d'avis que, pour répondre aux intentions du Gouvernement, l'article 49 devrait être amendé.

+

\+ +

.../...

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AU RECRUTEMENT DES OFFICIERS D'ACTIVE PAR LA VOIE DU CADRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, notamment l'article 7 modifié par les lois des 14 juillet 1930 et 30 mai 1951;

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, notamment l'article 13 modifié par la loi du 14 juin 1951;

Vu la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, notamment les articles 9, 10, 11 et 37;

Vu la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale, notamment l'article 34;

Vu la loi du 14 décembre 1945 approuvant la Charte des Nations-Unies et le statut de la Cour

.../...

internationale de justice, signés à San-Francisco le 25 juin 1945;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. DE L'EPREUVE LITTERAIRE ET SCIENTIFIQUE COMMUNE AUX TROIS FORCES ARMEES.

Article 1er.-

Pour accéder au premier grade d'officier par la voie du cadre dans les trois forces, les candidats doivent réussir, en premier lieu, une épreuve littéraire et scientifique.

Article 2.-

Le programme de l'épreuve littéraire et scientifique comprend les matières prévues au programme du concours d'admission à la division "toutes armes" de l'Ecole royale militaire, à l'exception des langues étrangères et du dessin.

Le programme comprend, en outre, une épreuve facultative sur la connaissance de la langue anglaise, dont les résultats ne sont pris en considération que dans la mesure où ils sont susceptibles d'améliorer le classement de ceux des candidats qui ont satisfait à l'épreuve sur les matières imposées.

.../...

Article 3.-

L'épreuve littéraire et scientifique a lieu sous la forme d'un concours.

Le Ministre de la Défense nationale fixe, avant la date de la clôture des inscriptions à l'épreuve, le nombre de concurrents qui, ayant réussi cette épreuve, seront admis à recevoir la formation d'officier dans la force terrestre et dans chaque catégorie d'officiers de la force aérienne ou de la force navale.

Article 4.-

Le Ministre de la Défense nationale organise l'épreuve littéraire et scientifique lorsque les nécessités de l'encadrement l'exigent.

Cette épreuve est commune aux candidats des diverses forces; le Ministre de la Défense nationale peut toutefois organiser une épreuve distincte pour les candidats officiers du personnel navigant de la force aérienne et pour les candidats officiers des diverses catégories de la force navale.

Article 5.-

Lors d'une même session, les candidats peuvent s'inscrire pour toutes les forces et toutes les catégories que cette épreuve concerne ainsi que, le cas échéant, pour la gendarmerie.

Ils doivent faire connaître l'ordre de leur préférence.

.../...

Article 6.-

§ 1er. Pour être admis à présenter l'épreuve littéraire et scientifique, les candidats doivent réunir les conditions suivantes :

1° être Belges;

2° être âgés de 17 ans au moins et de 29 ans au plus au 25 décembre de l'année de la présentation;

3° s'ils sont militaires, être favorablement notés par leurs supérieurs hiérarchiques.

§ 2. Pour les volontaires des forces belges qui, en exécution de la Charte des Nations-Unies, quittent le territoire du Royaume pour participer aux opérations nécessaires au maintien ou au rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale, la limite d'âge de 29 ans, prévue au § 1er, est augmentée d'un temps égal à la durée des services accomplis ensuite de l'engagement souscrit par les intéressés, sans que cette augmentation puisse dépasser trois ans.

Les candidats officiers du personnel navigant de la force aérienne restent soumis aux limites d'âge fixées pour l'admission dans le personnel navigant-élève.

§ 3. Outre les conditions fixées aux §§ 1er et 2 :

1° les candidats officiers techniciens de la force aérienne doivent être, soit porteurs d'un diplôme d'ingénieur ou d'un diplôme A1 de l'enseignement technique dans une des spécialités indiquées, lors de chaque recrutement, par le Ministre de la

.../...

Défense nationale, soit issus des catégories de sous-officiers spécialistes de la force aérienne déterminées par le Ministre de la Défense nationale; ce dernier peut déroger à la présente disposition si les nécessités de l'encadrement l'exigent

2° les candidats officiers techniciens de la force navale doivent être porteurs d'un diplôme A1 de l'enseignement technique dans l'une des spécialités indiquées, lors de chaque recrutement, par le Ministre de la Défense nationale.

Article 7.-

Le Ministre de la Défense nationale peut soumettre à une épreuve préliminaire les candidats à l'épreuve littéraire et scientifique qui ne sont pas élèves d'une des écoles des forces armées préparant à cette épreuve.

Article 8.-

Les candidats ne peuvent se présenter plus de trois fois à l'épreuve littéraire et scientifique.

Toute cote d'exclusion dans l'une des branches littéraires ou scientifiques emporte échec pour l'épreuve entière.

L'abandon en cours d'épreuve sans motif légitime est considéré comme un échec.

Article 9.-

§ 1er. Un tableau de classement

.../...

particulier à la force terrestre et à chaque catégorie de la force aérienne et de la force navale est établi à l'issue de l'épreuve littéraire et scientifique.

§ 2. Les candidats qui ont réussi l'épreuve littéraire et scientifique sont inscrits sur les tableaux de classement dans l'ordre suivant :

1° les sous-officiers volontaires de carrière qui comptaient comme sous-officier au moins un an de service le jour de la clôture des inscriptions;

2° les volontaires de carrière non prévus au 1°;
les officiers de réserve qui étaient, le jour de la clôture des inscriptions, en rappel de longue durée;
les élèves du "flight universitaire" justifiant, le jour de la clôture des inscriptions, au moins vingt heures de vol, et se portant candidats officiers du personnel navigant de la force aérienne;
les candidats justifiant, le jour de la clôture des inscriptions, dans un carnet de marin, au moins six mois de navigation effective, ou ayant suivi avec succès, dans une école de navigation de l'Etat, les cours de candidats officiers de pont, et qui se portent candidats officiers du personnel de pont de la force navale;

3° les autres candidats.

A l'intérieur de chacun de ces trois groupes, les candidats sont classés entre eux suivant la moyenne générale obtenue à l'épreuve littéraire et scientifique.

§ 3. Les priorités dont il est question

au § 2 ne s'appliquent qu'au sein de la force à laquelle appartiennent les candidats au moment de leur inscription à l'épreuve; les élèves du "flight universitaire" et les candidats officiers de pont de la force navale dont il est question au § 2, 2°, sont considérés, pour l'application de la présente disposition, comme faisant partie respectivement de la force aérienne et de la force navale au moment de leur inscription à l'épreuve.

Article 10.-

Les candidats qui se classent, au cours d'une même session, en ordre utile dans plusieurs forces ou catégories, ainsi qu'éventuellement à la gendarmerie, reçoivent leur affectation en suivant l'ordre de préférence qu'ils ont fixé lors de leur inscription.

CHAPITRE II. - DES EPREUVES PROFESSIONNELLES DES CANDIDATS OFFICIERS DE LA FORCE TERRESTRE ET DE LA FORCE AERIENNE.

Article 11.-

Les épreuves professionnelles que doivent subir les candidats officiers de la force terrestre et de la force aérienne comprennent les trois parties suivantes :

1° le cycle de formation des candidats sous-lieutenants de réserve ou, dans les cas déterminés par le Ministre de la Défense nationale, un cycle de formation spécialisée;

.../...

2° les cours déterminés par le Ministre de la Défense nationale dans une école de préparation au grade de sous-lieutenant;

3° une épreuve professionnelle finale.

Le Ministre de la Défense nationale peut, toutefois, faire suivre les cours prévus à l'alinéa 1er, 2°, avant le cycle de formation prévu à l'alinéa 1er, 1°, par les candidats officiers de la force aérienne.

Article 12.-

Pour être admis à la première partie des épreuves, les candidats doivent réunir les conditions suivantes :

1° être en service actif;

2° être classés en ordre utile à l'épreuve littéraire et scientifique;

3° satisfaire à un examen médical portant sur les conditions physiques fixées par le Ministre de la Défense nationale;

4° avoir réussi les épreuves d'aptitude physique et les épreuves psychotechniques fixées par le Ministre de la Défense nationale;

5° être de conduite et de moralité exemptes de reproches; posséder l'honorabilité exigée d'un membre du corps des officiers et appartenir à un milieu honorable et bien considéré.

Article 13.-

Pour être admis à la deuxième partie des

.../...

épreuves, les candidats qui en ont réussi la première partie doivent réunir les conditions suivantes :

1° être favorablement notés et proposés par les chefs hiérarchiques;

2° signer une déclaration par laquelle ils s'engagent à servir pendant au moins dix ans en qualité d'officier;

3° être agréés comme candidats officiers des cadres actifs par le Ministre de la Défense nationale suivant les règles qu'il détermine.

Article 14.-

Les candidats agréés qui ont réussi la deuxième partie des épreuves sont admis à présenter l'épreuve finale, qui a pour objet de vérifier si les candidats sont en mesure de remplir de façon effective les fonctions de sous-lieutenant de leur arme, service ou catégorie.

Article 15.-

Nul ne peut se présenter plus de deux fois à l'épreuve finale.

Les candidats qui ont subi un premier échec sont rattachés à la promotion annuelle suivante en ce qui concerne l'épreuve qu'ils doivent recommencer ainsi que leur nomination au grade de sous-lieutenant.

Ceux qui ont subi un second échec perdent leur qualité de candidat officier des cadres actifs.

.../...

Article 16.-

Un tableau de classement particulier à la force terrestre et à chaque catégorie de la force aérienne est établi à la suite de l'épreuve finale.

Pour établir ce classement, le Ministre de la Défense nationale tient compte, suivant les coefficients d'importance qu'il détermine :

1° de l'ancienneté de service dans les forces armées;

2° des aptitudes professionnelles et de la manière de servir;

3° du résultat de l'épreuve finale.

Ce classement détermine, pour les candidats qui n'ont pas été retardés, l'ordre de leur promotion éventuelle au grade de sous-lieutenant.

CHAPITRE III. - DES EPREUVES DES CANDIDATS OFFICIERS DE LA FORCE NAVALE ET DE LEUR ACCESSION AU PREMIER GRADE D'OFFICIER.

Section 1ère. Des candidats aspirants de marine.

A. Des épreuves professionnelles.

Article 17.-

Les épreuves professionnelles que doivent subir les candidats aspirants de marine qui se sont classés en ordre utile dans l'épreuve littéraire et scientifique prévue au chapitre Ier, comprennent les trois parties suivantes :

.../...

1° le cycle de formation des candidats aspirants de marine de réserve;

2° des cours à l'Ecole supérieure de navigation;

3° un stage;

4° une épreuve professionnelle finale.

Article 18.-

Pour être admis à la première partie des épreuves, les candidats doivent réunir les conditions fixées à l'article 12.

Le cycle de formation comprend, pour les candidats qui se destinent aux cadres actifs, les cours déterminés par le Ministre de la Défense nationale à l'Ecole supérieure de navigation. Les candidats qui ont déjà suivi ces cours avec succès en sont dispensés.

Article 19.-

Pour être admis à la deuxième partie des épreuves, les candidats doivent réunir les conditions fixées à l'article 13.

Les candidats agréés suivent, à l'Ecole supérieure de navigation, les cours déterminés par le Ministre de la Défense nationale et y présentent les examens qui s'y rapportent. Les candidats qui ont déjà suivi ces cours avec succès en sont dispensés.

.../...

Article 20.-

§ 1er. Lorsqu'un candidat a subi un échec à la fin d'une des années de cours à l'Ecole supérieure de navigation, le Ministre de la Défense nationale peut l'autoriser à recommencer l'année.

Il ne peut donner cette autorisation qu'une seule fois et après avoir pris l'avis d'un comité spécial dont il règle la composition et le fonctionnement.

§ 2. Le candidat qui n'a pas reçu l'autorisation dont il est question au § 1er ou celui qui, l'ayant reçue, a subi un second échec, est replacé dans la situation militaire qu'il occupait au moment de son entrée à l'Ecole supérieure de navigation.

Article 21.-

Les candidats agréés qui ont suivi avec succès les cours de l'Ecole supérieure de navigation effectuent un stage probatoire d'au moins un an; ce stage peut comporter un séjour dans une marine de guerre étrangère.

Article 22.-

A l'issue du stage, les candidats subissent l'épreuve finale qui est organisée au sein de la force navale.

Cette épreuve porte sur les connaissances acquises au cours du stage et a pour objet de vérifier si le candidat est en mesure :

.../...

1° de remplir les fonctions d'adjoint au chef de quart;

2° de participer de façon effective, comme officier, au service général à bord, tant en mer qu'au port.

Article 23.-

L'article 15 est applicable à l'épreuve finale des candidats aspirants de marine.

B. Du commissionnement et de la nomination au grade d'aspirant de marine.

Article 24.-

Les candidats agréés qui ont terminé avec succès leurs études à l'Ecole supérieure de navigation sont commissionnés au grade d'aspirant de marine au plus tôt le 27 décembre de l'année où ils ont terminé ces études, à la condition qu'ils répondent encore aux conditions physiques exigées.

Article 25.-

§ 1er. Le commissionnement au grade d'aspirant de marine est retiré :

1° à la suite de deux échecs à l'épreuve professionnelle finale;

2° sur proposition de la commission militaire d'aptitude et de réforme pour inaptitude physique à la navigation;

.../...

3° sur rapport motivé des chefs hiérarchiques, pour inaptitude professionnelle ou morale.

§ 2. L'engagement ou le rengagement des candidats dont le commissionnement a été retiré par application du § 1er, est résilié d'office.

Sans préjudice de l'application de l'article 12 de la loi du 9 juillet 1951, le sous-officier de carrière est replacé dans le grade qu'il avait avant son agréation.

Article 26.-

Les candidats aspirants de marine commissionnés à ce grade, qui ont réussi l'épreuve professionnelle finale, sont nommés aspirants de marine à la date de leur commissionnement.

Article 27.-

Font partie d'une même promotion pour la nomination au grade d'aspirant de marine, les candidats qui ont été commissionnés à la même date et qui ont réussi l'épreuve professionnelle finale lors d'une même session.

Article 28.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe le classement pour l'avancement des officiers dont le brevet est de la même date.

.../...

Pour effectuer ce classement, il tient compte, suivant les coefficients d'importance qu'il détermine :

1° de l'ancienneté de service à la force navale;

2° des résultats obtenus à la sortie de l'Ecole supérieure de navigation;

3° des résultats obtenus à l'épreuve professionnelle finale.

Section 2. - Des candidats aspirants techniciens ayant la formation de sous-officier spécialiste.

A. De l'examen du candidat aspirant technicien.

Article 29.-

L'examen que doivent subir les candidats aspirants techniciens ayant la formation de sous-officier spécialiste, comprend les deux parties suivantes :

1° un cycle de préparation d'aspirant technicien;

2° une épreuve sur la connaissance des règlements militaires de base et une épreuve de technique supérieure dont les matières sont déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

Ces candidats ne doivent pas subir l'épreuve littéraire et scientifique prévue au chapitre Ier.

Article 30.-

Pour être admis à la première partie de

.../...

l'examen, les candidats doivent réunir les conditions suivantes :

1° être en service actif;

2° avoir la formation de premier maître chef spécialiste;

3° avoir accompli les temps de service et de navigation fixés par le Ministre de la Défense nationale;

4° satisfaire à un examen médical portant sur les conditions physiques exigées pour les officiers de leur spécialité, telles qu'elles sont fixées par le Ministre de la Défense nationale;

5° signer une déclaration par laquelle ils s'engagent à servir à la force navale pendant au moins dix ans en qualité d'officier, à partir de la date d'obtention du certificat de réussite du cours de préparation d'aspirant technicien;

6° être favorablement notés et proposés par les chefs hiérarchiques.

Article 31.-

Le cycle de préparation d'aspirant technicien comprend :

1° pour les candidats aspirants techniciens mécaniciens, les cours de mécanicien de première classe donnés dans une école de navigation de l'Etat;

2° pour les autres candidats, des cours littéraires, scientifiques et professionnels déterminés par le Ministre de la Défense nationale.

Les candidats ne peuvent suivre ce cycle qu'une seule fois.

.../...

Article 32.-

Les candidats qui ont réussi la première partie de l'examen sont admis à la seconde partie qui a lieu sous la forme d'un concours.

Le Ministre de la Défense nationale fixe chaque année, avant ce concours, le nombre de concurrents qui seront agréés comme candidats aspirants techniciens.

Article 33.-

Nul ne peut se présenter plus de deux fois au concours prévu à l'article 32; ce concours ne sera pas organisé plus d'une fois par an.

Article 34.-

Le Ministre de la Défense nationale agrée comme candidats aspirants techniciens, suivant les règles qu'il détermine, les candidats qui se classent au concours prévu à l'article 32 parmi le nombre des candidats à agréer.

B. De la nomination au grade d'aspirant technicien.

Article 35.-

Les candidats agréés sont nommés au grade d'aspirant technicien lorsqu'ils ont servi dans leur spécialité pendant au moins cinq ans comme spécialistes militaires.

.../...

Les candidats aspirants techniciens mécaniciens doivent compter au moins six mois de navigation comme chef mécanicien à bord d'une unité où cette fonction est normalement dévolue à un officier.

Article 36.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe le classement d'ancienneté pour l'avancement des officiers dont le brevet est de la même date.

Pour déterminer ce classement, il tient compte, suivant les coefficients d'importance qu'il détermine :

1° de l'ancienneté de service à la force navale;

2° des résultats obtenus au cycle de préparation prévu à l'article 31;

3° des résultats obtenus au concours prévu à l'article 32.

Section 3. - Des candidats aspirants techniciens ayant suivi avec succès le cycle de formation des candidats aspirants techniciens de réserve.

A. Des épreuves professionnelles.

Article 37.-

Les épreuves professionnelles que doivent subir les candidats aspirants techniciens comprennent les trois parties suivantes :

.../...

1° le cycle de formation des candidats aspirants techniciens de réserve et l'épreuve technique qui le clôture;

2° un cours de préparation d'aspirant technicien;

3° une épreuve professionnelle finale sur la connaissance des règlements militaires de base et sur les connaissances techniques exigées de l'aspirant technicien et déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

Article 38.-

Pour être admis à la première partie des épreuves, les candidats doivent réunir les conditions fixées à l'article 12, 1°, 3°, 4° et 5°.

La première partie des épreuves est clôturée par une épreuve technique qui ne peut être présentée qu'une seule fois.

L'épreuve littéraire et scientifique dont il est question au chapitre Ier peut être présentée avant, pendant ou après la première partie des épreuves professionnelles.

Article 39.-

Pour être admis à la deuxième partie des épreuves professionnelles, les candidats qui se sont classés en ordre utile à l'épreuve littéraire et scientifique et à l'épreuve technique visée à l'article 38, alinéa 2, doivent réunir les conditions fixées à l'article 13.

.../...

La deuxième partie des épreuves professionnelles peut avoir lieu en tout ou en partie dans une marine de guerre étrangère. Le Ministre de la Défense nationale en fixe la durée et l'organisation.

Ce cours de préparation ne peut être suivi qu'une seule fois.

Article 40.-

L'article 15 est applicable aux candidats aspirants techniciens.

Article 41.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe le classement d'ancienneté pour l'avancement des officiers dont le brevet est de la même date.

Pour effectuer ce classement, il tient compte, suivant les coefficients d'importance qu'il détermine, des résultats obtenus :

1° à l'épreuve littéraire et scientifique ainsi qu'à l'épreuve technique qui clôture la première partie des épreuves professionnelles;

2° au cours de préparation;

3° à l'épreuve professionnelle finale.

B. De la nomination au grade d'aspirant technicien.

Article 42.-

Les candidats sont nommés au grade

.../...

d'aspirant technicien au plus tôt le 27 décembre de l'année au cours de laquelle ils ont satisfait à la troisième partie des épreuves professionnelles.

Section 4. - Des candidats sous-lieutenants des services.

Article 43.-

L'examen que les candidats sous-lieutenants des services par la voie du cadre doivent subir comprend, outre l'épreuve littéraire et scientifique dont il est question au chapitre Ier, des épreuves professionnelles.

Ces épreuves sont réglées par les dispositions du chapitre II.

Article 44.-

Les candidats aspirants de marine qui, après avoir terminé avec succès les cours à l'Ecole supérieure de navigation prévus à l'article 17, 2°, ne réunissent plus les conditions physiques exigées pour le personnel de pont, peuvent être agréés comme candidats officiers des services.

Ils sont dispensés des épreuves professionnelles prévues à l'article 11.

Ces candidats sont classés au tableau dont il est question à l'article 16, après les candidats

.../...

sous-lieutenants des services qui ont réussi l'épreuve professionnelle finale au cours de l'année où les intéressés ont terminé avec succès les cours à l'Ecole supérieure de navigation.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS GENERALES ET TRANSITOIRES.

Article 45.-

Le Ministre de la Défense nationale détermine les programmes et les dates d'ouverture des cours prévus au présent arrêté.

Il détermine le détail des programmes des épreuves et examens prévus au présent arrêté, la composition des jurys, les endroits où ils siègent et les dates de session, ainsi que les cotes d'exclusion, les coefficients d'importance attachés à chacune des parties de ces épreuves et examens et toutes les questions relatives aux règles à observer par les jurys.

Article 46.-

Le Ministre de la Défense nationale règle l'avancement dans les cadres subalternes des candidats officiers par la voie du cadre.

Article 47.-

§ 1er. Dans la mesure où l'encadrement de la force navale l'exige, les lieutenants au long

.../...

cours brevetés et les aspirants officiers au long cours diplômés de l'Ecole supérieure de navigation peuvent, jusqu'au 1er janvier 1956, accéder au grade d'aspirant de marine s'ils remplissent les conditions suivantes :

1° Être âgés de moins de 35 ans au 31 décembre de l'année de leur entrée à la force navale;

2° avoir satisfait à l'épreuve littéraire et scientifique dont il est question au chapitre Ier ou en avoir été dispensés par le Ministre de la Défense nationale aux conditions qu'il détermine;

3° satisfaire aux conditions fixées à l'article 12, 3°, 4° et 5°, et à l'article 13.

§ 2. S'ils remplissent les conditions prévues au § 1er, les intéressés sont agréés candidats officiers d'active et commissionnés aspirants de marine dès leur entrée en service actif.

Toutefois, ceux d'entre eux qui ont obtenu leur diplôme d'aspirant au long cours durant l'année de leur entrée à la force navale sont commissionnés au grade d'aspirant de marine au plus tôt le 27 décembre de cette année.

§ 3. Les articles 15, 17, 3° et 4°, 21, 22, 25, 26, 27 et 28 sont applicables aux candidats dont il est question au § 1er.

Ces candidats font partie de la même promotion que ceux qui terminent leurs études à l'Ecole supérieure de navigation durant l'année où ils ont été eux-mêmes agréés candidats officiers d'active.

.../...

Article 48.-

Par dérogation à l'article 47, § 3, les lieutenants au long cours brevetés qui, au moment de leur entrée au service actif, justifient d'un temps de navigation au long cours en qualité d'officier chef de quart, bénéficient, pour l'accession au grade d'aspirant de marine, d'une bonification d'ancienneté égale à ce temps de navigation.

Cette bonification ne peut avoir pour effet:

1° de classer, pour l'avancement ultérieur, les officiers qui en bénéficient avant ceux qui ont obtenu, comme sous-officiers candidats aspirants de marine, leur diplôme de sortie de l'Ecole supérieure de navigation à la même date qu'eux;

2° de déroger à l'article 17 de la loi du 14 juin 1951.

Article 49.-

Jusqu'au 1er janvier 1956, entre en ligne de compte, pour la détermination de la durée du service prévu à l'article 35, le temps pendant lequel les fonctions de spécialiste ont été exercées :

1° à la section belge de la Royal Navy;

2° à la force navale, avant la mise en vigueur dans cette force du statut des spécialistes militaires.

Article 50.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté du Régent du 17 septembre 1948 réglant

.../...

l'accession par le cadre au grade de sous-lieutenant des Armes, du service financier, de la gendarmerie et de l'aviation, modifié par l'arrêté du Régent du 30 mars 1949 et l'arrêté royal du 31 juillet 1952;

2° l'arrêté royal du 16 septembre 1952 réglant l'accession par la voie du cadre au grade d'aspirant de marine, d'aspirant technicien ou de sous-lieutenant des services des cadres actifs de la force navale.

Article 51.-

Les candidats de la force terrestre, de la force aérienne et de la force navale qui, suivant les dispositions de l'arrêté du Régent du 17 septembre 1948 ou de l'arrêté royal du 16 septembre 1952, sont ou peuvent être dispensés de tout ou partie de l'épreuve littéraire et scientifique, pourront bénéficier pour la dernière fois de ces dispositions au cours de la session 1954; en ce cas, il leur est attribué une cote forfaitaire de 10 sur 20 dans chacune des branches dont ils sont dispensés.

Article 52.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 53.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Défense nationale,

I.

In de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 November 1952 tot vaststelling, voor het actief en het aanvullingskader van de landmacht, van het aantal officieren van elke graad en van hun verdeling over de wapens en diensten, worden de verschillende diensten van de landmacht opgegeven. Een "administratieve dienst" komt er niet in voor, wel een "financiële dienst", die de militaire administrateurs en de officieren van administratie omvat. In het eerste lid van het verslag aan de Koning is dus een terminologische vergissing begaan.

II.

Artikel 8 van het ontwerp bepaalt in het laatste lid : "De candidaten, die zich inschrijven voor de letterkundige en wetenschappelijke proef voor de rijkswacht, mogen daarenboven zich ook inschrijven voor één der drie strijdkrachten".

Deze bepaling zal alleen toepassing kunnen vinden vanaf het tijdstip, waarop het letterkundig en wetenschappelijk examen op dezelfde wijze zal zijn ingericht voor de candidaat-officieren van de rijkswacht als voor de candidaat-officieren van de krijgsmacht.

.../...

In het koninklijk besluit van 6 October 1951 betreffende de benoeming tot de graad van onderluitenant der rijkswacht en de inrichting van de applicatieschool van de rijkswacht, artikelen 4 en 5, komen bepalingen voor welke niet met die van het ontwerp overeenstemmen.

Wil de Regering het laatste lid van artikel 8 behouden, dan dient het koninklijk besluit van 6 October 1951 met het ontwerp in overeenstemming te worden gebracht.

III.

Artikel 48 van het ontwerp bepaalt : "De proeven en formaliteiten volbracht vóór de van kracht wording van het huidige besluit voor de toetreding tot de rang van marineaspirant, aspirant-technicus en onderluitenant der diensten van de zeemacht zijn geldig".

Deze bepaling is overgenomen uit artikel 52 van het koninklijk besluit van 16 September 1952; volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg wil men daarmede de geldigheid van de vóór de inwerkingtreding van dat koninklijk besluit afgelegde examens en verrichte formaliteiten handhaven, ongeacht het feit dat het besluit door artikel 53 van het ontwerp wordt opgeheven.

De Raad van State is van oordeel, dat artikel 48 van het ontwerp kan vervallen, omdat de opheffing van het koninklijk besluit van 16 September 1952 niet betekent, dat de toepassing welke artikel 52 heeft gevonden, met terugwerkende kracht wordt te niet gedaan.

.../...

IV.

Artikel 49 van het ontwerp bepaalt : "De candidaten van de landmacht en van de luchtmacht die, volgens de beschikkingen van het besluit van de Regent van 17 September 1948 van de letterkundige en wetenschappelijke proef gedeeltelijk of in haar geheel vrijgesteld zijn of kunnen worden, zullen voor de laatste keer van deze beschikkingen mogen genieten tijdens de sessie van 1954 voor zover ze een vastgesteld cijfer van 10 op 20 aanvaarden voor de vakken waarvan ze vrijgesteld zijn".

Deze bepaling is niet toepasselijk op de candidaten van de zeemacht, terwijl toch artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 September 1952 bepaalt, dat zij dezelfde vrijstellingen kunnen genieten mits het aantal voor het examen ingeschreven candidaten gelijk is aan of lager dan het aantal toe te laten candidaten.

De gegeven tekst van het ontwerp zal tot gevolg hebben, dat een zekere ongelijkheid in het leven wordt geroepen tussen de candidaten van land- en luchtmacht en de candidaten van de zeemacht, wanneer in 1954 het aantal voor het examen ingeschreven candidaten van de zeemacht lager zou zijn dan of gelijk zou zijn aan het aantal toe te laten candidaten.

Dit verschil in regeling kan eveneens bepaalde moeilijkheden veroorzaken bij de toepassing in 1954 van artikel 8 van het ontwerp, volgens hetwelk de candidaten zich voor één of meer machten kunnen laten inschrijven.

.../...

De Raad van State is van oordeel, dat artikel 49 dienovereenkomstig moet worden gewijzigd.

V..

Het doel dat de Minister van Landsverdediging met de in artikel 49 van het ontwerp bepaalde overgangsregeling wil bereiken, is gedurende een zitting de vrijstelling te handhaven, waarop de candidaten, die zich sedert een bepaalde tijd voor het examen voorbereiden, krachtens het besluit van de Regent van 17 September 1948 normaal mochten rekenen.

De Raad van State is van mening, dat het ontwerp niet volledig aan de bedoeling van de Regering beantwoordt, wanneer het de vrijstelling alleen verleent aan die candidaten, die een vast cijfer van 10 op 20 aanvaarden in de vakken waarvan zij vrijgesteld zijn : het cijfer 10 op 20 kan immers voor de candidaat een rangschikking tot gevolg hebben, die zijn persoonlijke verdiensten niet nauwkeurig weergeeft en die het succes van zijn examens in gevaar kan brengen..

Wanneer het ontwerp zegt dat deze bepaling uitsluitend voor de zitting van 1954 wordt toegepast, houdt het evenmin rekening met de candidaten die het letterkundig examen voor dat jaar voorbereiden en die zich voornemen het wetenschappelijk examen van het jaar 1955 voor te bereiden, zoals zij krachtens het besluit van de Regent van 17 September 1948 kunnen doen.

.../...

De Raad van State is van oordeel, dat artikel 49 moet worden geamendeerd, wil het aan de bedoeling van de Regering beantwoorden.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp een aantal opmerkingen betreffende de vorm te maken; in de hiernavolgende tekst is daarmede rekening gehouden :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE WERVING VAN OFFICIEREN VAN HET ACTIEF KADER LANGS HET KADER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 66 en 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 September 1924 op de stand en de bevordering der officieren, namelijk op artikel 7 gewijzigd bij de wetten van 14 Juli 1930 en van 30 Mei 1951;

Gelet op de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering der officieren van de luchtmacht, namelijk op artikel 13 gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1951;

.../...

Gelet op de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering der officieren van de zeemacht, namelijk op de artikelen 9, 10, 11 en 37;

Gelet op de wet van 9 Juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren der actieve kaders van de zeemacht, namelijk op artikel 34;

Gelet op de wet van 14 December 1945 ter goedkeuring van het Handvest der Verenigde Naties en het statuut van het Internationaal Gerechtshof, ondertekend te San-Francisco op 25 Juni 1945;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.- HET LETTERKUNDIG EN WETENSCHAPPELIJK EXAMEN GEMEEN AAN LAND-, ZEE- EN LUCHTMACHT.

Artikel 1.-

Om in de drie machten naar de eerste graad van officier langs het kader over te gaan, moeten de candidaten in de eerste plaats slagen voor een letterkundig en wetenschappelijk examen.

.../...

Artikel 2.-

Het programma van het letterkundig en wetenschappelijk examen omvat de vakken opgegeven in het programma van het vergelijkend examen voor toelating tot de afdeling "alle wapens" van de Koninklijke Militaire School, met uitzondering van de vreemde talen en het tekenen.

Het programma omvat ook een facultatief examen over de kennis van de Engelse taal, waarvan de uitslagen enkel in zover in aanmerking genomen worden, als zij de rangschikking van de candidaten, die bij het examen over de verplichte vakken hebben voldaan, kunnen verbeteren.

Artikel 3.-

Het letterkundig en wetenschappelijk examen is een vergelijkend examen.

De Minister van Landsverdediging bepaalt, vóór de datum waarop de inschrijvingen voor het examen worden afgesloten, hoeveel van de voor dat examen geslaagde mededingers zullen worden toegelaten om de opleiding van officier in de landmacht en in iedere categorie van officieren van de luchtmacht of de zeemacht te ontvangen.

Artikel 4.-

De Minister van Landsverdediging richt het letterkundig en wetenschappelijk examen in, wanneer de kaderbehoeften zulks vereisen.

.../...

Dit examen is gemeen aan de candidaten der verschillende machten; de Minister van Landsverdediging kan evenwel een afzonderlijk examen inrichten voor de candidaat-officieren van het varend personeel van de luchtmacht en voor de candidaat-officieren van de verschillende categorieën van de zeemacht.

Artikel 5.-

Bij een zelfde zitting kunnen de candidaten zich voor alle machten en voor alle categorieën welke dit examen aangaat alsook, in voorkomend geval, voor de rijkswacht laten inschrijven.

Zij moeten de volgorde van hun voorkeur opgeven.

Artikel 6.-

§ 1. Om tot het letterkundig en wetenschappelijk examen te worden toegelaten, moeten de candidaten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Belg zijn;

2° ten minste 17 jaar en ten hoogste 29 jaar oud zijn op de 25e December van het jaar waarin zij zich aanmelden;

3° indien zij militair zijn, gunstig aangeschreven staan bij hun hiërarchische meerderen.

.../...

§ 2. Voor de vrijwilligers der Belgische krijgsmacht die ter voldoening aan het handvest der Verenigde Naties het grondgebied van het Rijk verlaten om deel te nemen aan operaties welke voor het behoud of het herstel van de internationale vrede of veiligheid noodzakelijk zijn, wordt de in § 1 bepaalde leeftijdsgrens van 29 jaar verhoogd met een tijd gelijk aan de duur van de diensttijd verricht ingevolge de door de belanghebbende aangegane dienstverbintenis, zonder dat die verhoging meer dan drie jaar mag bedragen.

De candidaat-officieren van het varend personeel van de luchtmacht blijven onderworpen aan de leeftijdsgrenzen, gesteld voor de toelating als leerling bij het varend personeel.

§ 3. Behalve de onder §§ 1 en 2 gestelde voorwaarden :

1° moeten de candidaat-officieren-technici van de luchtmacht, hetzij houder zijn van een diploma van ingenieur of van een A 1 diploma van het technisch onderwijs, in een der specialiteiten welke bij elke werving door de Minister van Landsverdediging worden aangewezen, hetzij gekomen zijn uit de categorieën van onderofficieren-specialisten van de luchtmacht welke de Minister van Landsverdediging bepaalt; de Minister mag van deze bepaling afwijken indien de kaderbehoeften zulks vereisen;

2° de candidaat-officieren-technici van de zeemacht moeten houder zijn van een diploma A 1 van het technisch onderwijs in een der specialiteiten, welke bij elke werving door de Minister van Landsverdediging worden aangewezen.

.../...

Artikel 7.-

De Minister van Landsverdediging kan de candidaten voor het letterkundig en wetenschappelijk examen, die geen leerling zijn aan een der scholen van de krijgsmacht welke voor dat examen voorbereiden, aan een voorafgaand examen onderwerpen.

Artikel 8.-

De candidaten mogen zich voor het letterkundig en wetenschappelijk examen niet meer dan driemaal aanmelden.

Elk uitsluitingscijfer in een der letterkundige of wetenschappelijke vakken betekent afwijzing voor het gehele examen.

De candidaten die zonder wettige reden tijdens het examen opgeven, worden als afgewezen beschouwd.

Artikel 9.-

§ 1. Na afloop van het letterkundig en wetenschappelijk examen wordt een afzonderlijke rangschikkingslijst opgemaakt voor de landmacht en voor elke categorie van de luchtmacht en de zeemacht.

§ 2. De candidaten die voor het letterkundig en wetenschappelijk examen zijn geslaagd, worden in de volgende orde op de rangschikkingslijsten gebracht:

.../...

1° de onderofficieren-beroepsvrijwilligers, die op de dag van de afsluiting der inschrijvingen ten minste één jaar dienst als onderofficier telden;

2° de niet onder 1° bedoelde beroepsvrijwilligers;
de reserveofficieren die op de dag van de afsluiting der inschrijvingen een wederoproeping van lange duur doormaakten;
de leerlingen van de "Universitaire Flight" die, op de dag van de afsluiting der inschrijvingen, bewijzen ten minste 20 uren te hebben gevlogen, en die zich candidaat stellen als officier van het varend personeel der luchtmacht;
de candidaten die, op de dag van de afsluiting der inschrijvingen, door een zeemansboekje bewijzen ten minste zes maanden werkelijk te hebben gevaren of die in een Rijkszeevaartschool met goed resultaat de lessen van candidaat-dekofficier hebben gevolgd en die zich candidaat stellen als officier van het dekpersoneel der zeemacht;

3° de andere candidaten.

Binnen elke van deze drie groepen worden de candidaten onderling gerangschikt volgens het algemeen gemiddelde, dat zij in het letterkundig en wetenschappelijk examen hebben behaald.

§ 3. De voorrang, waarvan sprake is in § 2, geldt alleen binnen de macht waartoe de candidaten op het tijdstip van hun inschrijving voor het examen behoren; de leerlingen van de "Universitaire Flight" en de candidaat-dekofficieren van de zeemacht, waarvan

.../...

sprake is onder § 2, 2°, worden voor de toepassing van deze bepaling geacht, op het tijdstip van hun inschrijving voor het examen, onderscheidenlijk tot de luchtmacht en tot de zeemacht te behoren.

Artikel 10.-

De candidaten die tijdens een zelfde zitting een gunstige rangschikking in verschillende machten of categorieën en eventueel in de rijkswacht verkrijgen, ontvangen hun aanwijzing met inachtneming van de volgorde van de voorkeur welke zij bij hun inschrijving hebben opgegeven.

HOOFDSTUK II. - VAKEXAMENS VOOR DE CANDIDAAT-OFFICIEREN VAN DE LANDMACHT EN VAN DE LUCHTMACHT.

Artikel 11.-

De vakexamens, welke de candidaat-officieren van de landmacht en van de luchtmacht moeten afleggen, omvatten de volgende drie gedeelten :

1° de cyclus tot opleiding van de candidaat-reserve-onderluitenants of, in de door de Minister van Landsverdediging bepaalde gevallen, een cyclus voor gespecialiseerde opleiding;

2° de door de Minister van Landsverdediging bepaalde lessen in een school die voorbereidt voor de graad van onderluitenant;

3° een eindvakexamen.

.../...

De Minister van Landsverdediging kan evenwel de candidaat-officieren van de luchtmacht opleggen, vóór de in het eerste lid, 1°, bedoelde opleidingscyclus, de in het eerste lid, 2°, bedoelde lessen te volgen.

Artikel 12.-

Om tot het eerste gedeelte van de examens te worden toegelaten, moeten de candidaten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° in werkelijke dienst zijn;

2° volgens de rangschikking van het letterkundig en wetenschappelijk examen in aanmerking komen;

3° voldoen bij een geneeskundig onderzoek naar de lichamelijke eisen, door de Minister van Landsverdediging bepaald;

4° voldaan hebben bij de proeven voor lichamelijke geschiktheid en de psychotechnische proeven, door de Minister van Landsverdediging bepaald;

5° van een onberispelijk zedelijk gedrag zijn, de achtbaarheid vereist van een lid van het officierenkorps bezitten en tot een fatsoenlijk en algemeen geacht milieu behoren.

Artikel 13.-

Om tot het tweede gedeelte van de examens te

.../...

worden toegelaten, moeten de candidaten die voor het eerste gedeelte daarvan zijn geslaagd, aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° gunstig aangeschreven staan bij en voorgedragen zijn door hun hiërarchische meerderen;

2° een verklaring ondertekenen waarbij zij zich verbinden gedurende ten minste tien jaar als officier te dienen;

3° door de Minister van Landsverdediging volgens door hem te stellen regelen als candidaat-officier van het actief kader worden aangenomen.

Artikel 14.-

De aangenomen candidaten die voor het tweede gedeelte van de examens zijn geslaagd, worden toegelaten tot het eindexamen, dat tot doel heeft na te gaan of de candidaten in staat zijn, werkelijk het ambt van onderluitenant van hun wapen, dienst of categorie waar te nemen.

Artikel 15.-

Niemand kan zich meer dan tweemaal voor het eindexamen aanmelden.

De candidaten die een eerste maal zijn afgewezen, worden, wat het te herbeginnen examen en hun benoeming in de graad van onderluitenant betreft, naar de volgende jaarlijkse promotie overgebracht.

.../...

Degenen die een tweede maal zijn afgewezen, verliezen hun hoedanigheid van candidaat-officier van het actief kader.

Artikel 16.-

Na afloop van het eindexamen wordt een afzonderlijke rangschikkingslijst opgemaakt voor de landmacht en voor elke categorie van de luchtmacht.

Om deze rangschikking te verrichten, houdt de Minister van Landsverdediging, volgens door hem vast te stellen waardecoëfficiënten, rekening met :

1° de dienstanciënniteit bij de krijgsmacht;

2° de beroepsbekwaamheid en de wijze van dienen;

3° de uitslag van het eindexamen.

Deze rangschikking bepaalt, voor de candidaten die niet zijn uitgesteld, de volgorde van hun eventuele bevordering tot de graad van onderluitenant.

HOOFDSTUK III.- EXAMENS VOOR DE CANDIDAAT-OFFICIEREN VAN DE ZEEMACHT EN HUN OVERGANG NAAR DE EERSTE GRAAD VAN OFFICIER.

Afdeling 1. - Candidaat-marineaspiranten.

A. Vakexamens.

Artikel 17.-

De vakexamens, af te leggen door de candidaat-marineaspiranten die volgens de rangschikking bij het

.../...

in hoofdstuk I voorgeschreven letterkundig en wetenschappelijk examen in aanmerking komen, omvatten de volgende drie gedeelten :

1° de cyclus tot opleiding van de candidaat-reserve-marineaspiranten;

2° lessen aan de Hogere Zeevaartschool;

3° een proeftijd;

4° een eindvakexamen.

Artikel 18.-

Om tot het eerste gedeelte van de examens te worden toegelaten, moeten de candidaten aan de in artikel 12 gestelde voorwaarden voldoen.

De opleidingscyclus omvat, voor de candidaten die het actief kader kiezen, de door de Minister van Landsverdediging bepaalde lessen aan de Hogere Zeevaartschool. De candidaten die deze lessen reeds met goed resultaat hebben gevolgd, zijn daarvan vrijgesteld.

Artikel 19.-

Om tot het tweede gedeelte van het examen te worden toegelaten, moeten de candidaten aan de in artikel 13 gestelde voorwaarden voldoen.

.../...

De aangenomen candidaten volgen aan de Hogere Zeevaartschool de door de Minister van Landsverdediging bepaalde lessen en leggen er de desbetreffende examens af. De candidaten die reeds met goed resultaat deze lessen hebben gevolgd, zijn daarvan vrijgesteld.

Artikel 20.-

§ 1. Wanneer een candidaat bij het einde van een der studiejaren aan de Hogere Zeevaartschool wordt afgewezen, kan de Minister van Landsverdediging hem toestaan dat jaar te herbeginnen.

De machtiging kan hij slechts éénmaal verlenen en niet zonder het advies te hebben ingewonnen van een bijzonder comité, waarvan hij de samenstelling en de werking vaststelt.

§ 2. De candidaat die geen machtiging als bedoeld in § 1 heeft verkregen of degene die na verkregen machtiging een tweede maal wordt afgewezen, wordt teruggeplaatst in de militaire toestand waarin hij zich bij zijn overgang naar de Hogere Zeevaartschool bevond.

Artikel 21.-

De aangenomen candidaten die met goed resultaat de lessen aan de Hogere Zeevaartschool hebben gevolgd, maken een proeftijd door van ten minste één jaar; die proeftijd kan bestaan in een verblijf bij een vreemde marine.

.../...

Artikel 22.-

Na het einde van de proeftijd leggen de candidaten het eindexamen af, dat bij de zeemacht wordt ingericht.

Dit examen loopt over de kennis verworven tijdens de proeftijd en heeft tot doel na te gaan of de candidaat in staat is :

1° het ambt van adjunct van het wachthoofd waar te nemen;

2° als officier werkelijk deel te nemen aan de algemene dienst aan boord, zowel op zee als in de haven.

Artikel 23.-

Artikel 15 is toepasselijk op het eindexamen van de candidaat-marineaspiranten.

B. Aanstelling en benoeming in de graad van marineaspirant.

Artikel 24.-

De aangenomen candidaten die met goed resultaat hun studies aan de Hogere Zeevaartschool hebben geëindigd, worden ten vroegste op 27 December van het jaar waarin zij die studies hebben geëindigd, aangesteld in de graad van marineaspirant, mits zij nog aan de lichamelijke eisen voldoen.

.../...

Artikel 25.-

§ 1. De aanstelling in de graad van marine-aspirant wordt ingetrokken :

1° ingevolge twee afwijzingen bij het eindvakexamen;

2° op het voorstel van de militaire commissie inzake geschiktheid en reform wegens lichamelijke ongeschiktheid voor de zeevaart;

3° op gemotiveerd verslag van de hiërarchische meerderen, wegens zedelijke of beroepsongeschiktheid.

§ 2. De dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis van de candidaten wier aanstelling bij toepassing van § 1 is ingetrokken, wordt ambtshalve verbroken.

Onverminderd de toepassing van artikel 12 van de wet van 9 Juli 1951, wordt de beroepsonderofficier teruggeplaatst in de graad die hij vóór zijn aanneming bekleedde.

Artikel 26.-

De candidaat-marineaspiranten, in deze graad aangesteld, die voor het eindvakexamen zijn geslaagd, worden op de datum van hun aanstelling tot marineaspirant benoemd.

.../...

Artikel 27.-

Tot een zelfde promotie voor de benoeming in de graad van marineaspirant behoren de candidaten, die op dezelfde datum zijn aangesteld en die voor het eindvakexamen bij een zelfde zitting zijn geslaagd.

Artikel 28.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt de rangschikking voor de bevordering van de officieren met een brevet van dezelfde datum.

Om die rangschikking te verrichten, houdt hij volgens door hem vast te stellen waardecoëfficiënten rekening met :

1° de dienstanciënniteit bij de zeemacht;

2° de uitslag van het eindexamen van de Hogere Zeevaartschool;

3° de uitslag van het eindvakexamen.

Afdeling 2. - Candidaat-aspiranten-technici die de opleiding van onderofficier-specialist hebben ontvangen.

A. Het examen voor candidaat-aspirant-technicus.

Artikel 29.-

Het examen af te leggen door de candidaat-aspiranten-technici, die de opleiding van onderofficier specialist hebben ontvangen, omvat de volgende twee gedeelten :

.../...

1° een voorbereidingscyclus voor aspirant-technicus;

2° een examen over de kennis van de militaire grondreglementen en een examen over hogere techniek, waarvan de Minister van Landsverdediging de stof bepaalt.

Deze candidaten hoeven het in hoofdstuk I voorgeschreven letterkundig en wetenschappelijk examen niet af te leggen.

Artikel 30.-

Om tot het eerste gedeelte van het examen te worden toegelaten, moeten de candidaten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° in werkelijke dienst zijn;

2° de opleiding van eerste oppermeester-specialist hebben ontvangen;

3° de dienst- en vaartijd, door de Minister van Landsverdediging bepaald, hebben volbracht;

4° voldoen bij een geneeskundig onderzoek naar de lichamelijke eisen voor officieren van hun specialiteit, zoals zij door de Minister van Landsverdediging zijn bepaald;

5° een verklaring ondertekenen waarbij zij zich verbinden als officier bij de zeemacht te dienen gedurende ten minste tien jaar, te rekenen van het behalen van het getuigschrift dat zij voor de voorbereidingscursus voor aspirant-technicus zijn geslaagd;

.../...

6° gunstig aangeschreven staan bij en voorgedragen zijn door de hiërarchische meerderen.

Artikel 31.-

De voorbereidingscyclus voor aspirant-technicus omvat :

1° voor de candidaat-aspiranten-technici-werktuigkundigen, de lessen voor werktuigkundige eerste klasse gegeven in een Rijkszeevaartschool;

2° voor de andere candidaten, letterkundige, wetenschappelijke en wiskundige lessen, door de Minister van Landsverdediging aangewezen.

De candidaten kunnen deze cyclus slechts éénmaal volgen.

Artikel 32.-

De candidaten die voor het eerste examengedeelte zijn geslaagd, worden toegelaten tot het tweede gedeelte, dat een vergelijkend examen is.

De Minister van Landsverdediging bepaalt jaarlijks vóór dit vergelijkend examen, hoeveel mededingers als candidaat-aspiranten-technici zullen worden aangenomen.

Artikel 33.-

Niemand mag zich meer dan tweemaal voor het bij artikel 32 voorgeschreven vergelijkende examen aanmelden; dit examen wordt slechts éénmaal per jaar ingericht.

.../...

Artikel 34.-

De Minister van Landsverdediging neemt volgens door hem te stellen regelen als candidaat-aspirant-technicus aan, de candidaten die bij het bij artikel 32 voorgeschreven vergelijkende examen onder de aan te nemen candidaten worden gerangschikt.

B. Benoeming in de graad van aspirant-technicus.

Artikel 35.-

De aangenomen candidaten worden in de graad van aspirant-technicus benoemd, wanneer zij in hun specialiteit ten minste vijf jaar als militair specialist hebben gediend.

De candidaat-aspiranten-technici-werktuigkundigen moeten ten minste zes maanden als hoofdwerktuigkundige hebben gevaren aan boord van een eenheid, waar deze betrekking normaal aan een officier wordt toegekend.

Artikel 36.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt de rangschikking volgens anciënniteit voor de bevordering van de officieren met een brevet van dezelfde datum.

Om die rangschikking te verrichten, houdt hij volgens door hem vast te stellen waardecoëfficiënten rekening met :

.../...

1° de dienstancienniteit bij de zeemacht;

2° de uitslag van de in artikel 31 bedoelde voorbereidingscyclus;

3° de uitslag van het in artikel 32 bedoelde vergelijkend examen.

Afdeling 3. - Candidaat-aspiranten-technici die met goed resultaat de cyclus tot opleiding van de candidaat-reserve-aspiranten-technici hebben gevolgd.

A. Vakexamens.

Artikel 37.-

De vakexamens die de candidaat-aspiranten-technici moeten afleggen, omvatten de volgende drie gedeelten :

1° de cyclus tot opleiding van candidaat-reserve-aspiranten-technici en het technisch examen dat de cyclus afsluit;

2° een voorbereidingscursus voor aspirant-technicus;

3° een eindvakexamen over de kennis van de militaire grondreglementen en over de technische kennis, welke van de aspirant-technicus wordt vereist en door de Minister van Landsverdediging wordt bepaald.

.../...

Artikel 38.-

Om tot het eerste gedeelte van de examens te worden toegelaten, moeten de candidaten aan de in artikel 12, 1°, 3°, 4° en 5°, gestelde voorwaarden voldoen.

Het eerste gedeelte van de examens wordt besloten met een technisch examen, dat slechts éénmaal kan worden afgelegd.

Het letterkundig en wetenschappelijk examen waarvan sprake in hoofdstuk I, kan vóór , tijdens of na het eerste gedeelte van de vakexamens worden afgelegd.

Artikel 39.-

Om tot het tweede gedeelte van de vakexamens te worden toegelaten, moeten de candidaten, die volgens de rangschikking van het letterkundig en wetenschappelijk examen en van het bij artikel 38, tweede lid, voorgeschreven technisch examen, in aanmerking komen, aan de in artikel 13 gestelde voorwaarden voldoen.

Het tweede gedeelte van de vakexamens kan geheel of gedeeltelijk in een vreemde marine plaats hebben. De Minister van Landsverdediging bepaalt de duur en de inrichting er van.

Deze voorbereidingscursus kan slechts éénmaal worden gevolgd.

.../...

Artikel 40.-

Artikel 15 is toepasselijk op de candidaat-aspiranten-technici.

Artikel 41.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt de rangschikking volgens anciënniteit voor de bevordering van de officieren met een brevet van dezelfde datum.

Om die rangschikking te verrichten, houdt hij volgens door hem vast te stellen waardecoëfficiënten rekening met de uitslag, behaald :

1° bij het letterkundig en wetenschappelijk examen en bij het technisch examen waarmede het eerste gedeelte van de vakexamens wordt besloten;

2° bij de voorbereidingscursus;

3° bij het eindvakexamen.

B. Benoeming in de graad van aspirant-technicus.

Artikel 42.-

De candidaten worden ten vroegste op de 27e December van het jaar, tijdens hetwelk zij bij het derde gedeelte van de vakexamens hebben voldaan, in de graad van aspirant-technicus benoemd.

.../...

Afdeling 4.- Candidaat-onderluitenants van de diensten

Artikel 43.-

Het examen dat de candidaat-onderluitenants van de diensten langs het kader moeten afleggen, omvat behalve het letterkundig en wetenschappelijk examen waarvan in hoofdstuk I sprake is, ook vakexamens.

Voor deze examens geldt het bepaalde in hoofdstuk II.

Artikel 44.-

De candidaat-marineaspiranten die, na met goed resultaat de bij artikel 17, 2°, voorgeschreven lessen aan de Hogere Zeevaartschool te hebben geëindigd, niet meer aan de lichamelijke eisen voor het dekpersoneel voldoen, kunnen als candidaat-officieren van de diensten worden aangenomen.

Zij worden van de bij artikel 11 voorgeschreven vakexamens vrijgesteld.

Deze candidaten worden op de lijst waarvan in artikel 16 sprake is, gerangschikt na de candidaat-onderluitenants van de diensten, die in de loop van het jaar, waarin de belanghebbenden met goed resultaat de lessen aan de Hogere Zeevaartschool hebben geëindigd, voor het eindvakexamen zijn geslaagd.

.../...

HOOFDSTUK IV. - ALGEMENE EN OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 45.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt de programma's van de bij dit besluit voorgeschreven cursussen en de data waarop zij beginnen.

Hij bepaalt het gedetailleerd programma van de bij dit besluit voorgeschreven examens, de samenstelling der examencommissies, de plaatsen waar zij zitting houden, de data der zittingen, de uitsluitingscijfers, de waardecoëfficiënten voor elk examengedeelte, en alle aangelegenheden in verband met de door de examencommissies in acht te nemen regelen.

Artikel 46.-

De Minister van Landsverdediging regelt de bevordering in de lagere kaders van de candidaat-officieren langs het kader.

Artikel 47.-

§ 1. Voor zover de toestand van het kader der zeemacht zulks vereist, kunnen tot 1 Januari 1956 de graad van marineaspirant verkrijgen, de door de Hogere Zeevaartschool gebreveteerde luitenants ter lange omvaart en gediplomeerde aspirant-officieren ter lange omvaart, indien zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

.../...

1° minder dan 35 jaar oud zijn op de 31e December van het jaar waarin zij bij de zeemacht in dienst treden;

2° geslaagd zijn voor het letterkundig en wetenschappelijk examen waarvan in hoofdstuk I sprake is, of daarvan door de Minister van Landsverdediging onder door hem te stellen voorwaarden zijn vrijgesteld;

3° aan de in artikel 12, 3°, 4° en 5°, en in artikel 13 gestelde voorwaarden voldoen.

§ 2. Zo zij aan de in § 1 gestelde voorwaarden voldoen, worden de belanghebbenden als candidaat-officier van het actief kader aangenomen en tot marineaspirant aangesteld vanaf het tijdstip waarop zij in werkelijke dienst treden.

Nochtans worden diegenen onder hen, die gedurende het jaar waarin zij bij de zeemacht in dienst zijn getreden, hun diploma van aspirant ter lange omvaart hebben behaald, ten vroegste op de 27e December van dat jaar in de graad van marineaspirant aangesteld.

§ 3. De artikelen 15, 17, 3° en 4°, 21, 22, 25, 26, 27 en 28 zijn toepasselijk op de candidaten waarvan in § 1 sprake is.

Deze candidaten behoren tot dezelfde promotie als degenen, die hun studies aan de Hogere Zeevaartschool eindigen gedurende het jaar waarin zij zelf als candidaat-officier van het actief kader werden aangenomen.

.../...

Artikel 48.-

In afwijking van artikel 47, § 3, krijgen de gebreveteerde luitenants ter lange omvaart, die, wanneer zij in actieve dienst treden, bewijzen dat zij gedurende een tijd ter lange omvaart in de hoedanigheid van officierwachthoofd hebben gevaren, voor de overgang naar de graad van marineaspirant een anciënniteitsbijslag gelijk aan die vaartijd.

Deze bijslag mag niet tot gevolg hebben :

1° dat de daarvoor in aanmerking komende officieren ten aanzien van de verdere bevordering gerangschikt worden vóór degenen, die als onderofficier candidaat marineaspirant hun einddiploma van de Hogere Zeevaartschool op dezelfde datum hebben behaald;

2° dat van artikel 17 van de wet van 14 Juli 1951 wordt afgeweken.

Artikel 49.-

Tot 1 Januari 1956 komt, voor de vaststelling van de in artikel 35 bedoelde diensttijd, in aanmerking de tijd gedurende welke het ambt van specialist uitgeoefend werd:

1° bij de Royal Navy, Belgische afdeling;

2° bij de zeemacht, vóórdat bij die macht het statuut der militaire specialisten in werking is getreden.

.../...

Artikel 50.-

Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regent van 17 September 1948 ter regeling van de wijze om langs het kader de graad van onderluitenant van de wapens, de financiële dienst, de rijkswacht en het vliegwezen te bereiken, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 30 Maart 1949 en bij het koninklijk besluit van 31 Juli 1952;

2° het koninklijk besluit van 16 September 1952 tot regeling van de overgang langs het kader naar de graad van marineaspirant, van aspirant-technicus of van onderluitenant der diensten bij het actief kader der zeemacht.

Artikel 51.-

De candidaten van de landmacht, de luchtmacht en de zeemacht, die volgens de bepalingen van het besluit van de Regent van 17 September 1948 of van het koninklijk besluit van 16 September 1952 geheel of gedeeltelijk van het letterkundig en wetenschappelijk examen vrijgesteld zijn of kunnen worden, kunnen voor het laatst voor die bepalingen in aanmerking komen in de loop van de zitting 1954; in zodanig geval wordt hun een vast waardecijfer van 10 op 20 toegekend in elk der vakken waarvan zij zijn vrijgesteld.

.../...

Artikel 52.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 53.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.